

La mémoire du curé Louis-Marie Lefebvre scelle d'un sceau indélébile l'histoire de la région de Sainte-Geneviève.

L'abbé Fabien Perrault succède à l'abbé Lefebvre. Il occupe la cure jusqu'en 1889. Il ne croit pas nécessaire de maintenir un prêtre à la maison de Charité. En 1875-1876, il fait transporter la chapelle de l'hospice à côté du couvent. Cette chapelle située à environ un demi-mille à l'est de l'église est déplacée au cours de l'hiver. On imagine avec les moyens du temps, les mérites de l'entreprise. Ce bâtiment accolé au couvent permet de loger les vieillards au premier étage. Quant au second étage, il sert de chapelle tant aux couventines qu'aux retraités. On sait qu'un couloir réunissait les deux constructions.

Les archives des Soeurs de Sainte-Anne nous révèlent l'ambiance du Refuge: «Aux 7 ou 8 vieilles dames qui vivent sous la discrète surveillance d'une religieuse, le règlement accorde une liberté de vie tranquille — tolérant même des manies innocentes bien que dangereuses telle chez «la Baronne» l'habitude de fumer sa pipe en rêvant aux vingt ans quatre fois révolus de Marguerite Potvin, ci-après veuve de Jean-Baptiste Ladouceur achevant sa carrière dans la paix du refuge Lefebvre. Sur sa mémoire pèse l'hypothèse de «cause involontaire» d'une effroyable destruction», car le refuge passera au feu . . .

Le curé Perrault, tout comme ses prédécesseurs, est homme d'action. Devant les exigences de la situation, on se demande si ces hommes ne doivent pas être à la fois prêtre, psychologues, architectes, entrepreneurs généraux et . . . curés? En 1875, l'intérieur de l'église s'aditionne de galeries latérales le 15 octobre, Monseigneur Charles-Edouard Fabre procède à la consécration du temple. Quant à l'extérieur, en 1878, on recouvre les toitures de bardeaux. Cette même année, M. Perrault s'adresse à l'Évêque afin de faire changer certaines dispositions du testament Lefebvre pour en appliquer une partie en faveur de l'instruction des garçons.

Sous les soins du curé, alors président de la commission scolaire, on ne tarde pas à construire une école. Celle-ci procure aux garçons l'avantage, qu'ont les filles, d'être instruits et formés par des religieuses. Au cours de l'été 1881, à l'est de la rue Saint-Joseph, on construit le collège qui mesure 60 pieds de longueur sur 40 pieds de largeur. On le confie aux religieux de Sainte-Croix qui, sous le contrôle des commissaires, y donnent un cours commercial français et anglais. On y vient de partout, semble-t-il. Les étudiants de l'extérieur trouvent pension dans les familles. La réputation de la maison permet l'addition d'une aile de 60 pieds de longueur sur 30 pieds de largeur, à trois étages, à la fin de 1885.

En 1889, le curé Perrault se retire. Le collège suit une autre orientation. On doit le mettre en vente. Après le refus des paroissiens²³ de l'acheter on l'offre à la Congrégation de Sainte-Croix qui en fait l'acquisition en 1893.

Le curé Jean-Baptiste Bourget succède au curé Perrault. Dès son arrivée, on entreprend l'érection du presbytère actuel confiée aux entrepreneurs Boileau et frères. Cette construction aux dimensions imposantes et avec sa toiture à mansarde donne un cachet particulier à l'environnement. Il cadre parfaitement dans le paysage que lui offre, comme arrière-plan, la rivière-des-Prairies. Les environs du presbytère restent remarquables tout comme si ce coin de chez-nous fut «prédestiné pour ne souffrir comparaison». Point de repaire incontestable, les flèches du temple paroissial s'environnent d'habitations dont chacune d'elles, chacune de ses toitures diffèrent les unes des autres. Ces maisons possèdent également d'autres ornements caractéristiques, tels que tours, tourelles, balcons ainsi que des galeries.

Si on jette un coup d'oeil circulaire sur cette moitié du siècle, on remarque que le comté de Montréal est divisé et que naît le comté de Jacques-Cartier. M. Guillaume Gamelin Gaucher, marchand à Sainte-Geneviève, en est le député à l'Assemblée Législative du Canada, du 26 août 1864 au 1er juillet 1867. Il continue de représenter cette circonscription électorale à la Chambre des Communes après la Confédération. Il siège de septembre 1867 à juillet 1872 et appuie la politique de Sir Georges-Etienne Cartier.

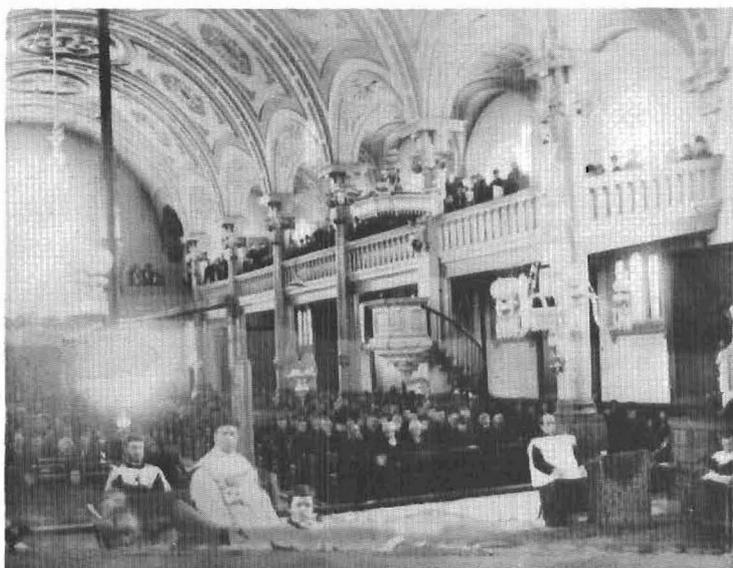
Quant au notaire Joseph-Adolphe Chauret, natif de Sainte-Geneviève en 1854, on le porte au pouvoir à la législature de Québec en 1897. Robert Rumily dans son Histoire de Saint-Laurent raconte cette victoire: «Les libéraux provinciaux se lancent dans le sillage de Laurier aux élections de 1897. Les conservateurs de Jacques-Cartier choisissent pour candidat Edouard Gohier, maire de Saint-Laurent. Son adversaire libéral est le notaire Joseph-Adolphe Chauret, de Sainte-Geneviève, aussi actif dans sa paroisse que Gohier dans la sienne. L'avocat Lafortune prononce une fois de plus des discours enflammés. La lutte dans le comté de Jacques-Cartier est serrée. Saint-Laurent fait bloc derrière son homme et Sainte-Geneviève derrière le sien. Or les libéraux, dans toute la province, ont le vent en poupe. Le libéral l'emporte sur le conservateur. Sainte-Geneviève l'emporte sur Saint-Laurent . . . par dix voix! c'est enrageant».

Si on fait une rétrospective de la question scolaire en cette fin du siècle, la situation peut se présenter ainsi: 5 commissions scolaires se répartissent le territoire de la paroisse: les commissions scolaires No 1 (Village) et

(23) Sainte-Croix au Canada. Album 1847-1947. Montréal. pp. 205-212.



Gravure d'une époque . . . vie paysanne tel que vécu par nos ancêtres représentée ici par M. Arthur Théorêt.



Cérémonie religieuse présidée par le curé J.-B. Bourget (1889-1910).
Deux chaudières disposées dans la grande allée assurent, à cette époque, le chauffage du temple paroissial.

No 2 (Haut de la Paroisse) créés en 1856; la commission scolaire No 3 formée en 1860 (Haut et Bas de Saraguay). La commission scolaire de la Côte Saint-Jean, quant à elle, date de 1888, et enfin on reconnaît officiellement, par un arrêté en Conseil en 1890, la commission scolaire no 4 (Côte Saint-Rémi). Sur sept écoles que fréquentent 300 élèves, on trouve 6 écoles élémentaires et une «école modèle». Cinq institutrices et deux instituteurs dirigent ces écoles. Une institution privée sous la direction d'un instituteur est fréquentée par 23 élèves.

À l'automne 1897, La Presse, dans son édition du 7 novembre, publie un article sur la région. Les attributs de société choisie qu'on accorde aussi bien au lieu qu'à la mentalité des habitants est tout à l'honneur de la paroisse. À l'époque, on fréquente Sainte-Geneviève autant pour la chasse que pour la pêche. C'est aussi le rendez-vous des agriculteurs les plus progressistes. L'industrie laitière y est florissante. Elle permet l'exploitation de trois beurreries.

Le même article se termine sur un projet d'envergure pour la localité: «la construction d'un tramway électrique . . . la rattachant à Montréal».

Comme nous le verrons subséquemment, rien ne viendra altérer cette mentalité rurale et ces pures traditions paysannes que la population de la paroisse maintiendra jusqu'en 1950.

CHAPITRE VIII

La première partie du XXe siècle

En ce début du présent siècle, les paroissiens de Sainte-Geneviève manifestent un tel attachement à leur église que ce sentiment incite les marguilliers à prendre des initiatives qui en favorisent la conservation et l'amélioration. À cet effet, on décide de faire l'acquisition d'une cloche qui viendra se joindre aux premières. En souvenir du pape régnant Léon XIII, on baptise, le 14 novembre 1901, la nouvelle cloche, la plus grosse des trois que l'on nomme Léon-Paul; c'est le bourdon. Elle pèse 1810 livres. Geneviève, la plus petite avec son poids de 890 livres est refondue pour mieux s'intégrer à l'ensemble. On conserve intacte la troisième cloche, Marie-des-Anges, la plus ancienne, fabriquée en 1785 dans les ateliers Burdindiné de Lyon, en France. Avec son poids de 1220 livres, elle demeure la servante fidèle qui depuis près de deux siècles carillonne à tout événement dans le ciel de Sainte-Geneviève.

Toujours au début du siècle, le notaire Joseph-Adolphe Chauret, l'une des personnalités locales les plus actives, continue d'apparaître dans les différentes organisations paroissiales. On sait qu'il exploite ici et là différentes fermes. Chaque été, il héberge ses moutons sur l'île Ménard dont il est propriétaire. Inspiré d'une gravure du château féodal de la commune de Pierrefonds dans le département de l'Oise en France, il fait construire dès 1902, non loin de l'église, un château miniature, qui portera pendant un certain temps sur deux socles l'inscription: CHATEAU PIERREFONDS. D'allure bourgeoise, ce château reflète peu l'imposant bâtiment français reconstruit sous Viollet-Le-Duc, cependant il ajoute un cachet «Vieille France» au voisinage. En 1911, le notaire se rend en Europe et voit de ses yeux le château qui l'a tant fasciné. Puis il passe en Italie. Il se rend à Rome. À son retour, il est l'objet d'un défilé. De la gare de Beaconsfield à sa résidence, le notaire peut accorder aux citoyens la bénédiction papale. Souvenir encore présent à l'esprit de plusieurs anciens.

Au tout début du siècle, soit en 1904, le même notaire réussit à diviser en deux la municipalité du Village, en créant d'une part la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds et de l'autre la municipalité du Village de Sainte-Geneviève, territoire formé en 1859.

Selon madame Thérèse Boileau, l'une des doyennes de Sainte-Geneviève, la création de cette nouvelle municipalité était la cause de toutes sortes d'inconvénients. La ligne de démarcation des deux municipalités,

divisait la propriété Boileau en deux. L'un de ces inconvénients concernait le «macadam» ou «tarvia» (sorte de gravier goudronné) étendu sur l'artère principale. Une municipalité avait sa rue principale couverte de «macadam» mais pas l'autre. Il faudra attendre jusqu'en 1935 pour que disparaisse ce corps municipal de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, redonnant ainsi à la municipalité du Village de Sainte-Geneviève sa dimension originelle.

Toujours à cette période, le Département de l'Instruction Publique autorise la commission scolaire No 1 à ouvrir dans la localité une école du soir, de novembre à mars inclusivement. Fait tout de même assez surprenant en 1902-1903. Le notaire A.-Z. Libersan accepte d'être le titulaire de ces cours pour le salaire de \$88.00.

Tout semble paisible dans cette paroisse que l'on dit favorisée des plus beaux paysages, quand soudain éclate une tragédie dans la nuit du jeudi-saint le 20 avril 1905. Voici ce qu'on écrit dans les journaux de l'époque. La Patrie, édition du 22 avril:

«La population du paisible village de Sainte-Geneviève, si joli et si riant quant l'été vient semer ses fleurs et l'or de ses blés mûris vient d'être la proie d'un désastre, par un incendie qui se changea bientôt en une horrible hécatombe, au couvent des Soeurs de Sainte-Anne, vers 10.45 heures jeudi-soir . . . Du dehors, Mme Desjardins, la buraliste du téléphone avait aperçu les flammes vers 10.45 heures. Une demi-heure auparavant, elle avait bien vu une lueur mais elle n'y avait pas prêté attention croyant que c'était l'éclat des cierges, allumés au reposoir. Mais cette lueur persistait et augmentait toujours. Le feu est au couvent, pensa-t-elle, et elle donna l'alarme.

«La fatale nouvelle se répandit comme une trainée de poudre dans le village. À l'éclat sinistre des flammes on vit accourir tous les habitants. «Le couvent brûle!» «Au feu!» s'entendaient partout. Aux cris de terreur de la foule répondaient angoissantes et sinistres des voix d'enfants qui appelaient au secours . . .

«On téléphona à la Pointe Claire pour faire venir des secours de Montréal. Personne ne répondit à l'appel, et livrés à leurs propres ressources, malgré leurs efforts surhumains, les habitants du village virent peu à peu leur cher couvent s'écrouler, ensevelissant sous ses ruines celles que le feu avait déjà tuées.

«Le personnel du couvent se composait de neuf religieuses, cinquante-huit élèves et cinq personnes âgées à l'hospice».

Pour sa part, La Presse, écrit le lendemain du sinistre:

«Du coquet couvent qui faisait l'ornement de la paroisse de Sainte-Geneviève, il n'existe plus que des pierres calcinées. Seule une partie de la façade domine les ruines fumantes où gisent les cendres de quinze victimes. La neige aujourd'hui tombe tristement sur cette scène d'horreur: elle couvre sous un blanc suaire, les restes carbonisés du désastre. Dix élèves ont trouvé la fin dans les flammes. Des cinq pensionnaires de l'hospice (l'une d'elles avait quatre-vingt-dix-neuf ans), une seule survit. Victime de son dévouement une religieuse est aussi disparue».

Évidemment des témoignages de sympathies arrivèrent de toutes parts et sont adressés tant aux autorités civiles que religieuses. Une stèle commémorative du cimetière, à l'ombre de l'un des clochers de l'église, rappelle cette tragédie du printemps 1905.

Au lendemain de cette épreuve, les Soeurs de Sainte-Anne inscrivent dans leurs archives: «À Sainte-Geneviève la vie continue à l'externat. Au sous-sol de l'église paroissiale — une cinquantaine de jeunes élèves — assises sur de longs bancs rustiques se comptent, les rangs étant éclaircis par les sinistrées . . . »

Sur l'emplacement du couvent incendié, on ne tarde pas à reconstruire le pensionnat. Il sera terminé et inauguré le 30 août 1906. L'édifice couvre une superficie de 100 pieds sur 52. Pour la rentrée scolaire de septembre, 69 externes s'inscrivent, du cour préparatoire à la 8e année.

La détérioration de la facade de l'église inquiète les paroissiens et les passants de l'époque. Ils craignent un éventuel effondrement. Il faut passer aux actes le plus tôt possible. En 1909, on procède aux réparations qui s'imposent.

Avec la venue du curé Papineau, successeur du curé Bourget, la splendeur des cérémonies religieuses n'eut point de pareil. Le bédeau Alphonse Garand dut à maintes reprises scruter les possibilités de la voute pour y suspendre des banderoles que l'on fixait à un niveau des colonnes de la nef et du sanctuaire et qui retombaient en arcades renversées asymétriques. Un témoin de ce temps, Monsieur Rodolphe Ladouceur aimait rappeler ce souvenir de sa première communion qu'il fit lors de la messe de minuit, en ce Noël 1910. La messe fut l'objet d'un reportage dans le quotidien La Presse. Les deux principaux éléments de cette fête furent la première communion de cent soixante enfants et l'offrande aux fidèles par les anciens et nouveaux marguilliers d'un pain bénit, coutume d'autrefois qu'on voulut rétablir. Tout Sainte-Geneviève était là, rapporte-t-on. Cependant, une foule de paroissiens des environs ne purent prendre place à l'intérieur de l'église déjà remplie à pleine capacité. L'illumination était grandiose et éblouissante par



La chapelle déplacée de 15 arpents au cours de l'hiver 1875-1876
est transformée en hospice et réunie au couvent par un couloir.
Le feu détruira le couvent et l'hospice le 20 avril 1905.

son originalité. En effet, le curé Papineau avait soutiré, des greniers de la sacristie, tous les anciens lustres à bougies qu'il avait rafraîchis. Cette illumination primitive ravivait le souvenir des anciens.

Ce retour au passé renfermait-il ses propres contradictions, puisqu'en effet, quelques années plus tard on prend la facheuse décision de démolir la tour de la première église, témoin d'un autre âge. Construite en 1772, elle se trouvait à mi-chemin entre l'église actuelle et le presbytère qu'un couloir couvert (aussi démoli) reliait à la sacristie. De génération en génération, on conservait ce monument. On le démolit pour d'obscures raisons. Les derniers temps on l'utilisait comme remise de bois de chauffage de l'église. Plusieurs légendes ont alimenté la petite histoire de cette tour. À cet effet, nous conservons précieusement le témoignage d'un paroissien, M. Jean-Baptiste Laurin qui se souvient que son grand-père, Baptiste Miville, allait veiller dans la tour, afin d'empêcher les jeunes de voler les cadavres dans le cimetière avec l'intention de les vendre aux médecins, ce qui permettait à ces derniers de poursuivre l'étude du corps humain. On tirait au sort, de rapporter M. Laurin, le \$10.00 que rapportait la vente du cadavre. Il faut préciser qu'à l'époque il était coutume d'entasser, pendant l'hiver, les cadavres dans un endroit du cimetière dans l'attente du printemps, période plus propice au creusage des fosses.

Les soeurs Delphine et Marguerite Demers conservent dans leurs souvenirs d'enfance les événements paroissiaux du début du siècle. Sans aucun doute elles sont de la lignée des tous premiers concessionnaires auxquels on octroie les premières terres habitées entre 1717 et 1722. Nées en 1897 et 1899, elles ont rappelé plus d'une fois les inconvénients des trottoirs de bois dans la paroisse, de même que la présence des gardes-chiens à l'arrière de l'église. Messieurs Léger Prévost et Baptiste Aumais étaient assignés à sortir du temple les chiens qui y pénétraient lors des célébrations liturgiques. Les paroissiens venaient à l'église soit en cariole soit en traîneau. Les chiens qui avaient suivi leur maître s'aventuraient même jusque dans le temple d'où évidemment il fallait les chasser. La fabrique mettait à la disposition des fidèles des écuries où ils pouvaient laisser leurs chevaux et voitures en toute sécurité pendant les offices religieux. Les soeurs Demers se souviennent encore du défilé organisé pour accueillir le notaire Chauret qui rentrait d'Europe, de la chute de l'une des cloches, du catafalque «réservé aux riches» et d'un autre «réservé aux pauvres» lors des funérailles. Tout cela reste frais à leur mémoire comme si ces événements s'étaient produits hier.

Chaque village, chaque paroisse du Québec au début du siècle avaient ses légendes, ses conteurs, ses «quêteux», ses rameneurs, pour ne nommer que ceux-ci. Sainte-Geneviève ne déroge pas à la tradition. Elle possédait entre autre une cartomencienne qu'on appelait «la chatte Blanche». La femme

de Nazaire Bleau disait tout par les cartes. Elle précisa l'endroit où se trouvaient les soeurs Fabre qui s'étaient noyées lors d'une excursion sur la rivière. Même l'endroit où se trouvait la clef que dut tant chercher le curé du temps, et cela malgré l'interdiction qu'il lui fit d'exercer son art . . .

Le 28 septembre 1913, une grandiose cérémonie présidée par Monseigneur Georges Gauthier réunit les paroissiens sur les terrains du cimetière. On bénit le chemin de croix et le Calvaire. Ces pièces monumentales en fonte de fer proviennent de l'Institut Catholique de Vaucouleurs sur la Meuse en France. Les stations du chemin de croix reposent sur des socles de granit. Le groupe culminant du Crucifiement s'élève sur le charnier offert par M. et Mme Joseph Laniel (Philomène Meloche). Les quatorze stations du chemin de croix ont été données par les quatorze familles suivantes: Jean-Pierre Paiement, Toussaint Labrosse, Pierre Isidore Boileau, Joseph Cardinal, Marcel Libersan, Isaac Legault, Pierre Lauzon, David-Albert Paiement, Léandre Lecavalier, Paul Pilon, Marc Legault, Siméon et Pierre Théorêt, Anselme Laframboise et Jean-Baptiste Demers.

En février 1914, une partie du territoire paroissial est détachée pour devenir la municipalité de Roxboro. Pour un certain temps cette municipalité sommeillera, mais elle connaîtra un essor considérable après les années 50.

Au village, le manoir Pilette n'héberge plus les écoliers. Il faut louer des locaux ici et là. On résout le problème cette même année en construisant une école à l'extrémité ouest de la municipalité. Les Frères de Sainte-Croix dirigeront cette école pendant plus de quarante ans. En 1915, la paroisse accueille son nouveau curé, monsieur L.-A. Desjardins, qui à son tour s'apprête à poursuivre les améliorations de l'église. À cet effet, le 14 janvier 1917, une assemblée des propriétaires, présidée par Monseigneur Paul Bruchési, s'annonce d'autant plus tumultueuse qu'elle se tient à l'intérieur de l'église. L'ancien député Joseph-Adolphe Chauret, conseiller législatif, intervient personnellement dans le débat . . . Finalement la motion Anselme Laframboise est acceptée. On convient d'enlever les deux galeries latérales de l'église qui empêchent la lumière d'entrer suffisamment dans le temple, de renouveler le plancher et de refaire les bancs en plus grand nombre, vu l'augmentation des fidèles. Ce surcroît de population exige la création d'une nouvelle commission scolaire qui va desservir l'extrémité est de la paroisse.

Au curé Desjardins succède en 1923 Monsieur J.-Rodolphe Granger. Dès son arrivée, il accorde à la corporation municipale le droit d'ériger sur le terrain de la fabrique un bâtiment qui abrite la première pompe à incendie. En 1961, cette construction sera démolie.

Une fois de plus, le territoire originel de la paroisse se voit morcellé en 1924 par la formation de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux. À la différence de ses devancières, la municipalité se situe sur un plateau constitué par les montées des Sources et Saint-Jean.

Au cours de cette même année, en conformité avec une requête des paroissiens, les syndics, pour une somme de \$85,000.00, s'appêtent selon les devis des architectes Viau et Venne de Montréal, à réparer et apporter certaines améliorations à l'église: nouveau système de chauffage, amélioration de l'éclairage, installation de nouvelles stalles de chêne dans le chœur et de nouveaux bancs dans la nef. Un vestibule, construit à l'arrière de l'église, réduit la dimension de la nef.

De nouvelles verrières apparaissent et rehaussent par leurs colories la sobriété de l'édifice. Le vitrail du sanctuaire illustre les quatre évangélistes. Chacun des douze apôtres trouve place dans les fenêtres de la nef. La verrière du jubé de l'orgue est dédiée à Sainte-Cécile, patronne des musiciens. On installe de nouvelles orgues qui remplacent l'harmonium vétuste de madame Flore Manthet.

Quant à l'extérieur, on supprime les portes latérales situées à la base des tours pour percer un portail à triple baie s'ouvrant sur la partie centrale de la façade.

Le 25 octobre 1926, on procède à la réouverture de l'église. Parmi les nouvelles acquisitions, on peut admirer au-dessus du maître-autel un tableau de Sainte Geneviève glorifiée, du peintre Osias Leduc. L'artiste signera deux autres tableaux qui se trouvent à droite et à gauche de Sainte Geneviève.

L'occasion nous apparaît opportune de dire quelques mots sur la patronne de la paroisse. La légende racontant sa vie plonge dans les profondeurs du bas moyen-âge. Née à Nanterre en 420, petit bourg près de Paris qui porte alors le nom de Lutèce, la légende veut qu'elle ait guéri sa mère de cécité après lui avoir lavé les yeux avec l'eau de la fontaine. Deux évêques remarquent sa grandeur d'âme. Devenue orpheline à l'âge de quinze ans, elle s'installe à Paris sur une colline qui portera son nom. Les Francs assiègent la ville, dirigés par Attila. Elle obtient par ses prières que celui-ci épargne la ville. Quarante ans plus tard Paris se voit à nouveau attaqué. Elle organise la défense, ravitaille et soutient par sa fermeté et sa vaillance les habitants épuisés par un siège interminable. Elle meurt à un âge avancé en 512, pleurée par le peuple de Paris tout entier dont elle demeure la patronne.

Les paroissiens ont témoigné leur attachement au temple paroissial à plus d'une occasion. Le monument au Sacré Coeur qu'ils érigent près de l'église en 1918 fut un don de \$2,500.00 attribué à la collectivité. Le chemin de croix à l'intérieur de l'église est offert à l'époque par M. Victor Marchand, petits enfants de Dame Z. Théorêt, Adrien Boileau, H. Paquin, Dame Adélarde Meloche, M. Mme Philippe Pesant, Emery Lauzon, Adélarde et Oscar Guilbault, Gédéas Legault, Avila Ladouceur, F.-X. Laplante, Hyacinthe Saint-Pierre, Dame D.-H. Hogg, Jos. Paiement et famille Jasmin.



Le labourage et le semis des terres illustrés
par M. et Mme Pharaïde Laniel.
Image de la vie traditionnelle paroissiale maintenue
sur le territoire jusqu'au début des années 1950.

Quant aux verrières, on les attribue au curé J.-A. Desjardins, M. Mme Victor Marchand, Zotique Théorêt, Aldéric Morin, André Legault, Henri Legault, Archille Champagne, Ulric Blouin, Isaie Meloche, Urgel Lauzon, Dame H. Paquin, famille J.-H. Roy, Damien Boileau et Alfred Trottier.

À cette nomenclature s'ajoute de nombreux dons. La générosité des paroissiens est proverbiale. Elle s'exprime autant par le renouvellement des vêtements liturgiques que par l'acquisition d'éléments nécessaires ou décoratifs afin de rehausser l'éclat des cérémonies liturgiques.

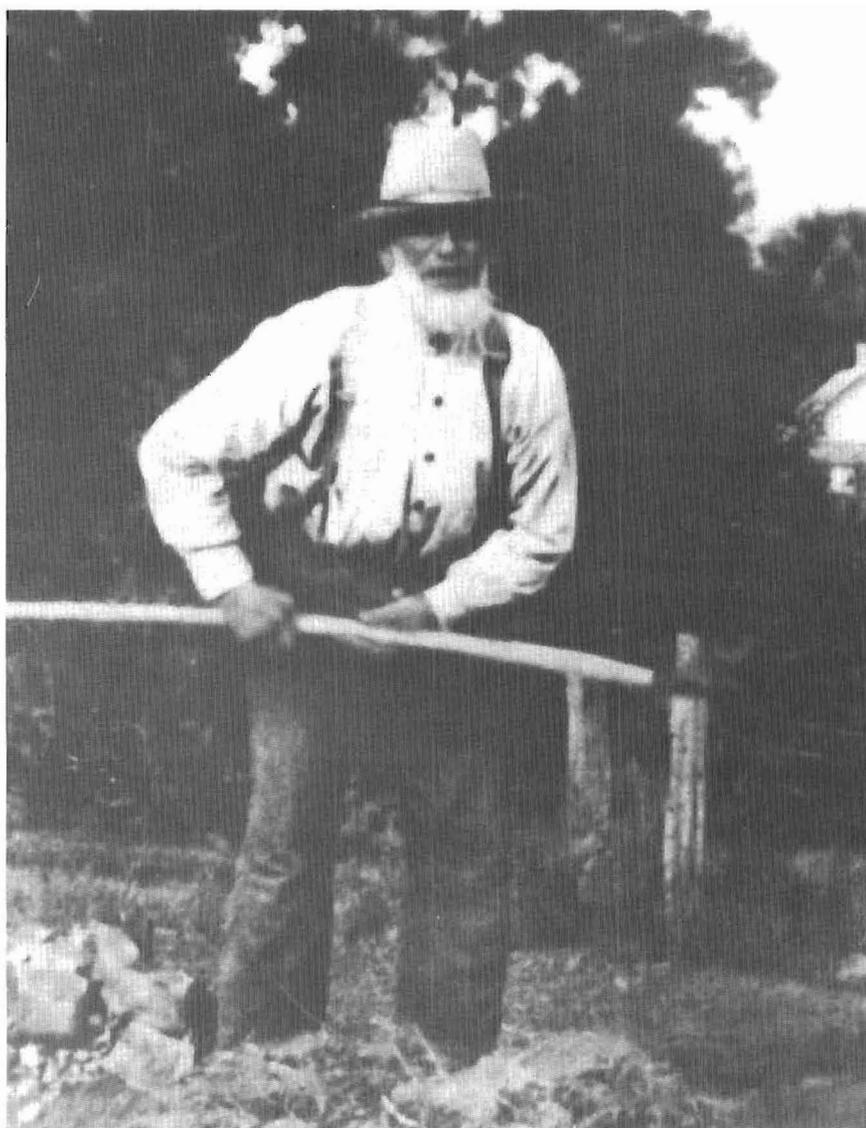
De 1928 à 1944, l'abbé Ubald Labelle dirige les destinées de la paroisse. Il continue la tradition de dévouement entrepris par ses prédécesseurs. Du côté territorial, le chemin public aussi appelé «chemin du Roi» commémore au début des années trente la mémoire de Sir Lomer Gouin, premier ministre (1905-1920) et lieutenant gouverneur (1929) de la province de Québec. Dorénavant, cette voie publique qui ceinture la moitié de l'île de Montréal s'identifie sous le nom de Gouin.

Durant ces années, on parvient à promouvoir dans la région un certain attrait touristique. Les Montréalais en quête d'activités de plein air et d'évasion trouvent des plages ici et là. Les secteurs À Ma Baie, Rive Boisée et le Cap Saint-Jacques augmentent leur population en saison estivale par l'arrivée de citadins qui y construisent des chalets. Aux 370 familles établies en permanence en 1937, 147 familles s'ajoutent en période estivale.

À cette période on relève 37 familles Legault, 25 Brunet, 24 Laniel, 15 Théorêt, 12 Meloche, 12 Chauret, 11 Pilon, 9 Lauzon, 9 Labrosse, 9 Richer, 8 Paiement, 7 Libersan, 7 Desrosiers, 7 Martin, 6 Lacroix, 6 Jasmin, 5 Lalande, 5 Saint-Pierre, 4 Laframboise, 4 Ladouceur, 3 Boileau, 3 Trottier. Ces familles pour la plupart perpétuent la lignée des familles ancestrales de Sainte-Genève.

En 1942, le territoire se compose de 440 familles. Cette augmentation de la population va de pair avec le développement de la paroisse qui accueille un nouveau curé en 1944, M. Jean Bertrand. Il autorise les réparations du presbytère et accorde la première filiale paroissiale.

Un bref regard sur les rapports financiers annuels des années 40 nous amène à constater un souci constant de préserver les biens communautaires. Des travaux entrepris permettent d'agrandir à l'est le cimetière voisinant l'église. Le rapport financier de la fabrique, pour l'année 1947 entr'autres, totalise au chapitre des recettes et revenus la somme de \$16,896.47. Les déboursés et dépenses sont de l'ordre de \$10,852.92. On a enregistré un surplus de \$6,043.55. Ce montant, additionné aux recettes des années antérieures, chiffre à \$16,055.78 l'argent possédé par la fabrique au 1er janvier 1947.



M. Orphir Laniel faisait partie de l'une des familles ancestrales de la région.

Au cours de cette même année 1947, des travaux d'envergure sont entrepris sur les terrains de la Fabrique. On remplit de tonnes et de tonnes de terre l'anse qui se prolongeait en bordure du boulevard Gouin face au «château Pierrefonds». Les travaux de remplissage et de terrassement inscrits aux dépenses extraordinaires à ce sujet font preuve de la générosité et de la participation des paroissiens à la vie communautaire.

Dépenses extraordinaires

A. Travaux de terrassement

Transport de la terre, 'Brunet Frères' (17,120.01 verges à \$0.30)	\$5,136.03
Chargement par pelles mécaniques (17,120.01 vgs) Don de M. H. J. O'connell	
Travail de l'ingénieur J. Trudeau Don de M. H. J. O'connel	
17,120.01 verges de terre Don de M. Isaie Meloche	
Salaire des ouvriers sur la ferme «Meloche» et sur le terrain du presbytère	412.40
Travail de «Bulldozer», 'Desrosiers Frères'	<u>1,176.00</u>
Total	\$6,724.43
B. Souscription à l'Université de Montréal	\$1,000.00
Total	\$7,724.43
En caisse au 1er janvier 1948	\$8,331.35

Ce rapport du 25 janvier 1948 fut signé par l'abbé Jean Bertrand et M. Edouard Cardinal, marguillier de la paroisse.

Dans la biographie qu'il trace de la fondatrice des Soeurs de Sainte-Anne, Mère Marie-Anne, Eugène Nadeau, décrit l'aspect de Sainte-Geneviève des années de cette époque.²⁴

«Sise presque à l'extrémité nord-ouest de l'île de Montréal . . . Sainte-Geneviève située à mi-chemin entre Cartierville et Sainte-Anne-de-Bellevue, sur l'étroite voie de ceinture qui longe la rivière-des-Prairies, la seule municipalité de l'île métropolitaine à avoir gardé un caractère authentiquement rural. Protégée de l'envahissement urbain par la distance, et par l'étendue de ses terres arables, elle reste encore, malgré quelques assauts de modernisme et l'afflux des villégiateurs, étonnamment fidèle à son passé et — pour

(24) Nadeau, Eugène, O.M.I., Martyre du Silence, Éditions Sainte-Anne, Lachine, 2e édition, 1956, p. 214.

combien longtemps encore? — ce qu'on peut appeler une tranquille paroisse de campagne attardée aux portes d'une grande ville».

Il va de soi que ce «milieu de pure paysannerie, besogneux et traditionaliste, riche de foi», pour emprunter les termes du Père Nadeau, connaîtra au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle une transformation telle que les travaux des champs céderont à tout jamais leur place aux multiples développements domiciliaires.

CHAPITRE IX

Transformations territoriales paroissiales et urbanisation

En 1950, la paroisse compte 700 familles dont 5 d'expression anglaise.

La situation scolaire est la suivante: 6 arrondissements régissent l'école des garçons et les sept écoles rurales dont Saraguay qui est desservi depuis 1934 par les Soeurs de Sainte-Anne. Quelques 300 enfants fréquentent ces institutions. En plus, à lui seul, le pensionnat des Soeurs de Sainte-Anne, incluant les externes, est fréquenté par 200 étudiantes.

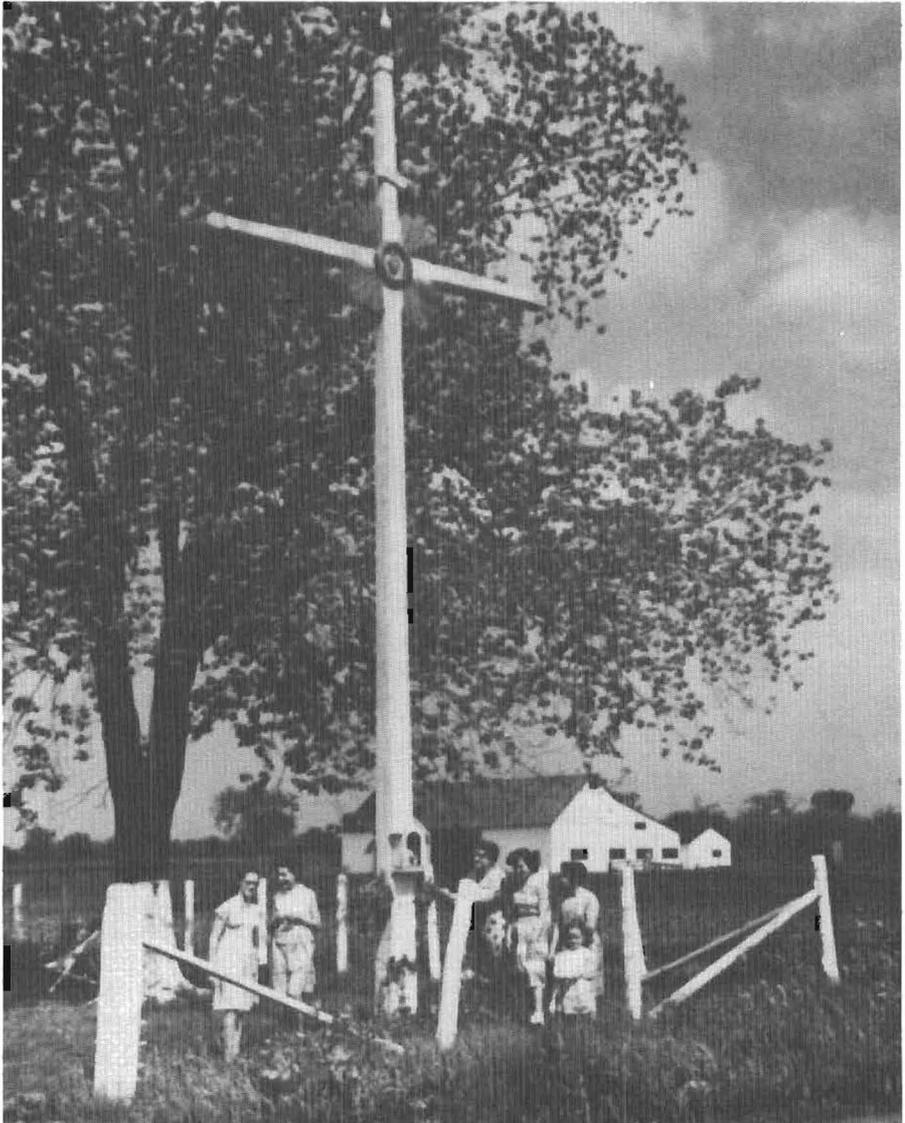
Depuis la dernière décennie, la paroisse, qui se cramponnait à son statut de village, se laisse maintenir envahir par l'urbanisation. Dans tous les coins, on délaisse la terre ancestrale et on la livre en lots pour l'offrir à l'habitation. Les entrepreneurs saisissent leur chance: ils tracent de nouvelles rues, y font surgir des maisons modernes. De nouveaux quartiers prennent naissance, avec cette raison évidente d'héberger le trop-plein de la grande ville de Montréal. C'est tout le cachet d'antan qui doit en payer la note. Le progrès respecte si peu les allures d'autrefois que les anciens regrettent la perte du visage de leur paroisse.

À une assemblée de marguilliers, au cours de l'été de 1950, il est décidé de contracter un emprunt de \$20,000.00 pour la construction d'une chapelle afin de desservir la population de la partie est de la paroisse. La croissance de cette agglomération de nouveaux arrivants exige, entre autres, des services religieux plus nombreux. D'ailleurs, dès 1953, ce secteur de Roxboro se forme en municipalité scolaire.

À la même époque, la municipalité du village de Sainte-Geneviève met en fonction un aqueduc qui permet d'alimenter, hors ses limites territoriales, les développements multiples.

En 1954, la desserte Marie-Reine-de-la-Paix s'érige canoniquement en paroisse. Ainsi se forme la première filiale paroissiale.

Pendant ce temps, les différentes commissions scolaires, devant accommoder une population sans cesse croissante, qui étouffe dans l'exigüité des lieux, consentent à la construction de nouveaux locaux. Sur son territoire, Roxboro érige une école comprenant vingt classes. À son tour en 1956, la commission scolaire de Sainte-Geneviève No 1 répond à la pression en construisant un édifice de vingt-six classes. Sensible au problème qu'affrontent les étudiants, Monsieur Willie Boileau cède gratuitement aux autorités



Les croix de chemin, pour un certain temps, apparaissent ici et là sur le territoire. Récemment, l'une d'elles se trouvait sur la propriété de M. Alfred Labrosse, boul. Saint-Jean.

scolaires un terrain d'une étendue de 19,000 pieds carrés qui s'ajoute au terrain déjà acquis. Dorénavant les élèves pourront mieux profiter de leur formation parce qu'ils pourront respirer plus à l'aise.

En septembre 1958, la paroisse se voit attribuer un nouveau pasteur. L'abbé Jean Bertrand remet les responsabilités de la cure à l'abbé Arthur Bastien. Dès décembre de cette même année, la première formation municipale de la Paroisse Sainte-Genève est désignée sous le nom de Pierrefonds. Et en 1959, la municipalité du Village s'élève au rang de Ville Sainte-Genève et du même coup, elle entre dans le monde adulte des administrations civiles.

Le 12 décembre 1959, le quotidien montréalais La Presse publie sous la signature de Gaston Dugas un texte ayant trait aux « bonnes vieilles écoles de rang » situées sur l'île de Montréal. Après diverses considérations d'ordre général, le journaliste s'attarde à relever les impératifs que partagent les commissions scolaires du territoire ouest de l'île: la construction de nouveaux locaux et la mise sur pied d'un système de transport pour les élèves éloignés. Il est plus facile de cueillir les étudiants que de multiplier les lieux d'enseignement. D'autant plus que les solutions doivent considérer les deux cultures, française et anglaise, qui vivent en voisins mais dont les écoliers étudient en des endroits différents.

Alors qu'on érige et qu'on cherche des réponses adéquates dans le domaine scolaire, la paroisse ne veut pas délaissier l'aspect esthétique de son milieu de vie. C'est ainsi que le curé Arthur Bastien déploie ses meilleures énergies à surveiller les travaux de décoration de l'église: peinture, nouveaux carreaux au parquet, nouveaux lampadaires et électrification. Toute cette rénovation, nécessitée par l'usure du temps, coûte plus de \$40,000.00.

Le cimetière de l'église, qui jusque là répondait adéquatement aux besoins de la population, ne peut plus suffire devant l'accroissement de la population. Un arrêté des marguilliers décide, en 1961, d'acquérir un nouvel emplacement. Le choix s'arrête sur la terre de M. J.-L. Lauzon qui consent à se départir de 22 1/2 arpents pour la somme de \$50,000.00. La Fabrique déplace son cimetière vers la « Grand Ligne » et seuls les ayant-droits pourront dorénavant espérer y être inhumés près de l'église, puisque aucun nouveau terrain n'y sera concédé. Cette même année, 217 naissances s'inscrivent aux registres paroissiaux.

En février 1962, la paroisse compte 1260 familles. Des 4927 âmes, 3774 fréquentent l'église. 1061 familles sont d'expression françaises, 181 sont d'expression anglaise, 6 sont italiennes, 5 allemandes, 5 hongroises et 2 polonaises. L'augmentation de la population permet d'offrir une messe dominicale au secteur est de la Rive Boisée. Pour un certain temps, l'école

Monseigneur Deschamps présentement dénommée Fathers of Confederation dessert cette région. Le 8 avril 1963 on érige sous le vocable de Saint-David cette seconde filiale paroissiale.

À cette même période, un témoin du passé — la Maison des habitants — qui se dressait depuis la fin du siècle dernier devant l'église, tombe sous le pic irrespectueux des démolisseurs. Chacun aura reconnu la maison du sacristain et combien se souviennent encore d'y avoir quêté un brin de chaleur avant la célébration des services dominicaux.

Avec les débuts des années 60, la province entre dans l'ère de la révolution tranquille. Tout est remis en question. Notre secteur ne diffère pas des autres régions de la province. La commission Parent recommande la réforme du système d'enseignement. Son application aura pour effet de rallier les différentes commissions scolaires. Les nombreux établissements qu'avait exigés l'expansion territoriale doivent, de toute évidence, être regroupés sous une direction unique. La plupart des commissions scolaires locales sentent la nécessité d'un rapprochement pour une meilleure efficacité et finissent par se fusionner avec la commission scolaire Pointe-Claire-Beaconsfield maintenant désignée sous le nom de Baldwin-Cartier. Il reviendra également au Protestant School Board de diriger la plupart des écoles d'expression anglaise établies sur le territoire originel de la Paroisse.

De 1954 à 1978, le nombre croissant des enfants d'âge scolaire amène les autorités à construire 27 écoles. En 1979, le territoire des 4 formations municipales compte près de 16,000 étudiants, dont près de la moitié, soit 48% sont d'expression anglaise. La Pierrefonds Comprehensive High School enregistre 2153 élèves, alors que la Polyvalente des Sources en dénombre 1600.²⁵

Revenons au début des années 60, plus précisément en 1965 alors que la municipalité de Pierrefonds au Québec se jumelle avec la municipalité de Pierrefonds en France. Comme on le sait, le but de ce jumelage consiste à rapprocher les localités les unes des autres et d'y maintenir certains échanges. (en 1967, sur la recommandation du comité du Centenaire de la Confédération Canadienne, la municipalité de Pierrefonds se jumelle cette même année avec la municipalité de Richmond, banlieue de Vancouver). C'est l'occasion rêvée de remettre au journal local du temps «Le Reporter de Jacques-Cartier» quelques notes relatives tant à la municipalité qu'à l'événement.

Dans le même hebdomadaire, en date du 27 avril 1966, un autre article relatera l'historique de Sainte-Geneviève sous la signature de l'auteur

(25) Les architectes de la Pierrefonds Comprehensive School sont les mêmes que ceux de la Place des Arts et Bonaventure de Montréal.

de ces lignes qui n'a aucune prétention d'être historien et encore moins écrivain. Le temple de la paroisse-mère figure au premier plan. C'est le centre vers lequel la population se tourne chaque dimanche, pour prier Dieu. De Rome, l'assemblée conciliaire modifie certaines disciplines liturgiques afin de rendre le culte plus à la portée des croyants. Dorénavant, les hommages rendus à Dieu seront véhiculés par des moyens plus appropriés et dans un cadre renouvelé. Messieurs les Marguilliers acceptent ces recommandations de l'autorité ecclésiastique et prennent les dispositions pour les mettre en pratique. À cette fin, le 25 novembre 1967, Messieurs Léo Lauzon, Armand Lalonde, Jean-Louis Paiement, Georges et Richard Laniel, par l'entremise du secrétaire-trésorier Roland Dunberry, s'adressent au Ministère des Affaires Culturelles « afin de faire évaluer la valeur historique du Maître-Autel avant de procéder à quelques travaux que ce soit ».

De Québec, M. P.-H. Roy consent à venir considérer les lieux et, le 11 décembre, il fait rapport en ces termes au conservateur du Musée Provincial, M. Jean Trudel: « La valeur artistique du Maître-autel de l'église de Sainte-Geneviève est indéniable, et la conservation de l'ensemble sculptural ne fait aucun doute. Les modalités de la rénovation, en vue des nouvelles exigences liturgiques, devront faire l'objet d'une étude conjointe de la part du Service des Monuments historiques, du Musée et de l'Inventaire des Oeuvres d'Art. Monsieur Mayrand se rendra sur les lieux pour un examen plus attentif. Quant au dossier, il sera également transmis à Monsieur Gérard Morisset ». ²⁶

Consciencieusement et avec doigté, lors d'une assemblée tenue le 28 octobre 1968, le curé et les marguilliers proposent et adoptent les changements à apporter. Toutefois les nouvelles modifications ne devraient pas altérer le cachet artistique de l'ensemble du sanctuaire. Le Maître-Autel demeure intact, mais on ajoute un autel secondaire, tourné vers le peuple: tout en se conformant à la nouvelle liturgie, on préserve un objet d'art. les ambons et l'autel sont en bois de chêne tout comme les stalles déjà existantes. L'exécution des travaux monte à \$5,000.00.

L'exode de la grande ville vers les banlieues moins polluées fait, de notre coin, le dortoir des travailleurs et l'oasis aérée de familles toujours plus nombreuses. Ce déplacement de population dépasse les possibilités raisonnables d'un seul lieu de culte; d'autant plus que le nombre des familles et la distance commandent de nouvelles paroisses. À l'extrémité est, on divise le territoire et on érige la paroisse Sainte-Suzanne. Le centre donne naissance à une autre paroisse, Saint-Luc, et on réserve les coteaux pour les chrétiens anglophones en leur attribuant la paroisse Saint-Thomas à Becket.

(26) Archives nationales. Québec. Fond Morisset. SAINTE-GENEVIÈVE.

Avec le départ du Curé Arthur Bastien, en 1972, une autre époque se termine. L'abbé André Durand assure la succession avec toute l'ardeur de sa jeunesse et avec intelligence. Sous son règne s'arrête, pour un certain temps, la présence d'un vicaire permanent. Le Père Léon Brisebois, C.S.C., en plus de sa charge assure le service d'un quasi-vicaire. Il convient d'énumérer ici la liste assez fidèle des vicaires qui depuis 1822 se dépensent à la paroisse: M. M. les abbés Edouard Labelle, Joseph-Alexandre Boisvert, Amable Brais, Louis Poulin, Théophile Durocher, Charles Larocque, Joseph-Louis Mongeau, Alfred Dupuis, Edouard Demers, Adélarde Delorme, J.-Aquila Ethier, J.-Donat Lussier, Emile Saint-Maurice, Gaston Galarneau, Alexandre Corbeil, Omer Villeneuve, Emery Laporte, Chénier Hébert, Philippe Vincent, Jacques-André Desforges, M. Brisebois, P.M.E., et présentement Jacques Gilson.

C'est un fait indéniable que l'église de Sainte-Geneviève apporte une valeur inestimable à notre patrimoine culturel. Aussi, au printemps de 1972, le Ministère des Affaires culturelles dans le cadre du programme «Initiatives locales» accorde une subvention qui permet à une équipe d'établir un dossier architectural et artistique sur l'église, dossier couvrant la période 1741-1971. Ce dossier est déposé aux archives de la chancellerie de l'archidiocèse de Montréal.

En 1975, la Direction du Patrimoine du même ministère fait un inventaire des biens culturels possédés par la Fabrique.

On sait que les Archives Nationales de Québec possèdent depuis 1942, un double dossier sur notre paroisse. Le premier concerne les archives écrites et l'autre la photographie des lieux. Le tout réalisé par monsieur Gérard Morisset.

Plus récemment les archives paroissiales ont été microfilmées.

Le territoire originel de Sainte-Geneviève est d'un tel intérêt que le service de l'Inventaire des biens culturels de la Province de Québec, entre 1972 et 1974, a classé quelques unes de ses maisons. Trois d'entre elles sont reconnues d'intérêt historique: le 134, chemin du Cap Saint-Jacques, le 174, rue Beaulieu et le 15886 ouest, boul. Gouin. Une quatrième propriété, le 19530 ouest, boul. Gouin, retient présentement l'attention du même organisme.

Comme la colonisation de la paroisse remonte au XVIIIe siècle, Sainte-Geneviève offre plusieurs bâtiments âgés d'un siècle ou plus. En plus de l'église dont la façade contient une pierre gravée indiquant l'année de construction (1844), une quantité d'autres maisons au style bien québécois, souvent construites de pierres, longent encore de nos jours le tracé primitif des pionniers. Les «montées» les habitent souvent. On les décèle aussi parmi les nouveaux développement domiciliaires, toujours de plus en plus nombreux.

Certaines de ces maisons du « passé » coiffent leurs cadres de portes de pierres sur lesquelles est gravée la date d'érection. Parmi elles, on relève des propriétés construites en 1799, 1808, 1816, 1834, 1839, 1891 et davantage. Ces pierres se décorent parfois de dessins géométriques, même certaines inscrivent le nom du maçon entrepreneur.

Quelques procès-verbaux relatifs à la colonisation de notre territoire permettent d'établir que les premières maisons ont été construites à colombages, puis, pièces sur pièces dont les interstices sont « bousillées » de terre glaise ou pierrottées (mortier et pierre avec chaux fournis d'avoine et poil d'animaux, entr'autres crin de cheval). Ce type de maison est plutôt rare de nos jours.

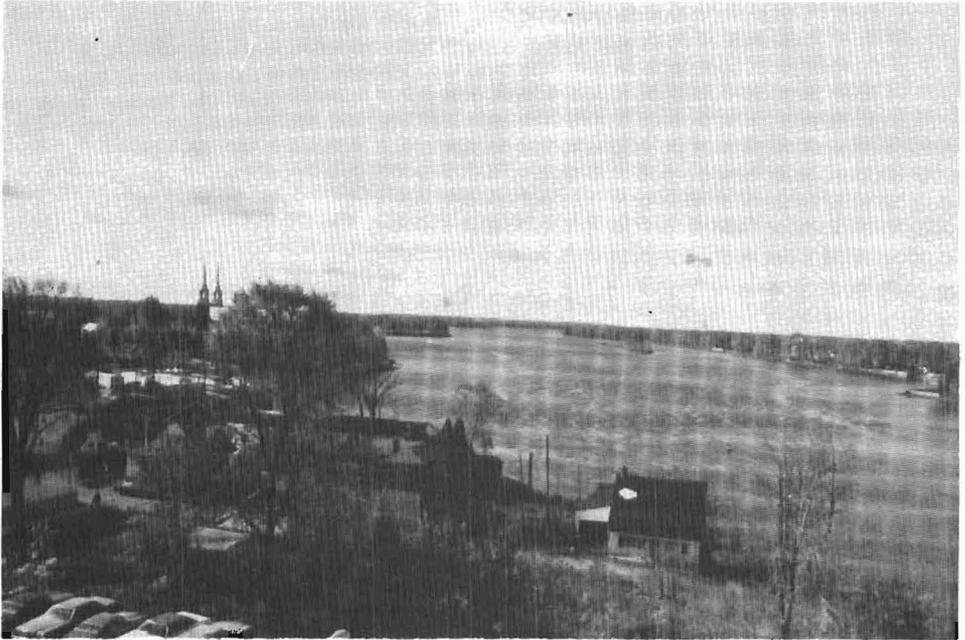
Un acte notarié de maître Rimbault en date du 29 mai 1724 permet à Pierre Boileau d'acquérir la concession No 67. Ce contrat indique qu'on y trouve « une maison de pièces sur pièces recouverte d'écosse — une grange de poteaux de pieux en coulisse — couverte d'écosse et moitié de paille ».

Un autre acte, celui du notaire C.-E. Porlier, en date du 4 avril 1740, concerne l'inventaire de Michel Barbarri dit Grand-maison, habitant de la « Coste Saint-Jean » paroisse de Sainte-Geneviève, époux de feu Marie-Josephte Brunet dit Letan. Cet acte décrit ainsi la propriété: « Sur cette terre est érigée une maison de pieu en terre, couverte de paille et cheminée de terre avec une mauvaise grange couverte d'écosse et une étable pareille . . . »

Les intempéries et la rigueur du climat imposent leurs exigences. Le mode de construction de nos premières maisons se modifie. On construit les maisons de pierre comme de véritables forteresses. En effet, les murs ont une épaisseur moyenne de deux pieds avec pan incliné parfois vers l'intérieur. Une grosse cheminée à chaque extrémité de la maison, joutée au mur de pierre attendant de même que parfois une cheminée centrale traversent verticalement le rez-de-chaussée et les hauts combles et surgissent du toit pointu.

Le territoire originel de la paroisse compte une trentaine de maisons plus que centenaires dont quelques unes logent encore les descendants des premières familles.

Il m'apparaît opportun de présenter dans le chapitre ces constructions centenaires dont les « vieilles pierres » racontent nos origines . . . C'est ce que nous proposent les prochaines pages, itinéraire que nous offre au présent . . . le passé.



Quatre municipalités se forment sur le territoire originel de la paroisse Sainte-Geneviève.

Des maisons centenaires, en plus de l'église actuelle, témoignent encore de nos jours du labeur de nos ancêtres.

Le «terrier» de la municipalité de Sainte-Geneviève, conservé aux archives du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, indique en 1850 deux agglomérations importantes de constructions sur le territoire de la paroisse: le voisinage de la rue Saint-Joseph et celui de la rue Saint-Jérémie (la majorité des maisons du secteur de la rue Saint-Jérémie n'existent plus).



Au début du siècle, le secteur est de la paroisse voit surgir sur son territoire d'importantes constructions d'allure bourgeoises. Ces dernières, toutefois, voisinent une maison plus que centenaire habitée par des familles Legault. Il s'agit du 9461 ouest, boul. Gouin.



Sur les rives de la Rivière-des-Prairies, au 5010, boul. Lalande « l'Habitant » lieu de haute gastronomie, offre pour le grand plaisir de sa clientèle, un cadre, vieux de deux siècles. Des Legault habitèrent la maison. L'un d'eux, M. Michel Legault, est présentement âgé de 101 ans.

L'état impeccable de conservation de cette propriété est un hommage constant au patrimoine régional.



Cette maison au 11407 ouest, boul. Gouin, fait partie du territoire de Roxboro dont le territoire couvre une superficie de 550 acres.

Construite vers 1825, elle fut habitée par des familles Lecavalier et Legault.



Le 12679 ouest, boul. Guin. Originellement cette maison habitait des familles Richer dont l'ancêtre se nommait Jules. C'est dans ce secteur que sont nés les Libersan, Desrosiers, Lalande et Lirette, familles qui ont joué un rôle important dans le développement de la paroisse. Les Lirette en particulier ont fournis des maçons dont les réalisations subsistent encore.



Le 13138 ouest, boul. Gouin. On prétend que cette maison fut construite au début du XIXe siècle. Des Legault l'habitèrent pendant plusieurs générations.
Cette maison se situe sur le territoire de Pierrefonds municipalité qui couvre quelques 6100 acres.



Le 14621 ouest, boul. Gouin. Maison construite en 1823. La pierre gravée de la date de construction fut enlevée lors de rénovations. Des familles Legault se succèdent depuis la construction de cette maison qui a quelques similitudes avec les chaumières bretonnes.



Le 14780-14786 ouest, boul. Gouin. D'après les registres de la communauté urbaine de Montréal cette maison date de 1806. Depuis 8 générations, des familles Théorêt l'habitent. Maison de pièces bloquées de chaux. Les lambris extérieurs datent d'une soixantaine d'années.



Le 14945 ouest, boul. Guin. Selon les données de la Municipalité de Sainte-Geneviève, cette maison date de 1804.
Une clôture de perches et des ormes magnifiques agrémentent cette propriété.



Le 15156 ouest, boul. Gouin. Une partie de cette maison date de 1837. Délaissée depuis un certain temps, elle profite, heureusement, de quelques améliorations l'assurant ainsi d'un meilleur sort.



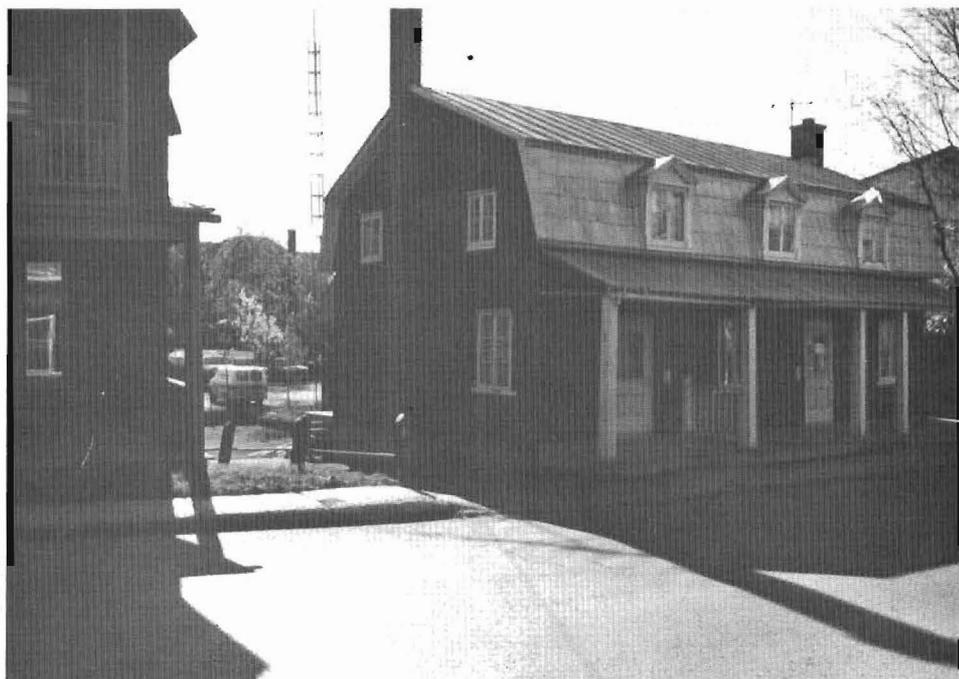
Les 15511, 15529 et 15537 ouest, boul. Gouin. 3 types différents d'habitation dont la première (à droite) à toit mansard comprend 4 versants. Cette maison date de 1808. La seconde s'identifiait, à l'origine, à la maison du « colon ». Elle est bâtie en pièces avec façade couverte de crépi. La troisième date de 1884. Le pignon est d'influence anglaise.



Le 257, rue du Pont. Cette maison date de 1850. Elle est construite transversalement au chemin en vue de faire bénéficier la cuisine du soleil. La majorité des maisons construites transversalement aux rues datent de cette période et même davantage. Quant à la rue du Pont elle n'enjambe plus la rivières-des-Prairies, car le pont qui reliait la paroisse à l'île Bizard en 1890 n'existe plus depuis la fin des années 1960.



Cette grange remémore une époque. Elle se trouve au 15658 ouest, boul. Gouin. Une étude sur ces bâtiments relève une particularité de construction: les languettes additionnelles aux joints des planches.



Le 15760 ouest, boul. Gouin. La maison Boileau date des années 1830. La municipalité de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, détachée de la municipalité du Village de Sainte-Geneviève en 1904 et fusionnée au même territoire en 1935, trouvait ici la limite est de son découpage.



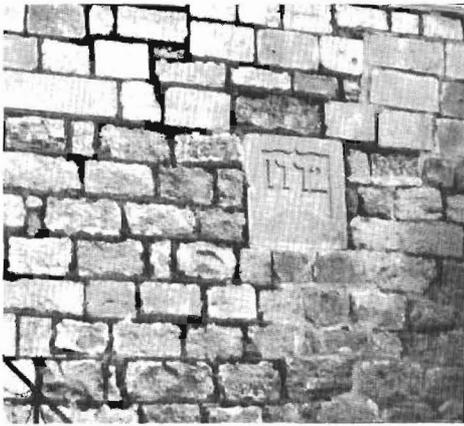
Le 208, rue Saint-Joseph. Cette maison date de 1858. Construction des plus remarquées de la région par la particularité de son toit aigu.



Le 15886 ouest, boul. Gouin. Manoir d'Ailleboust Manthet, déclaré monument historique, daterait des années 1830. Cette construction se distingue par son style de «cottage anglo-normand» et son caractère d'opulence.



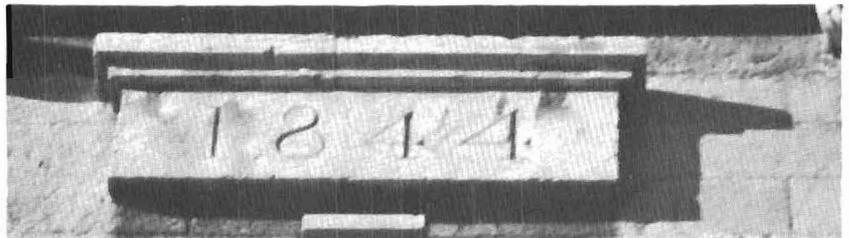
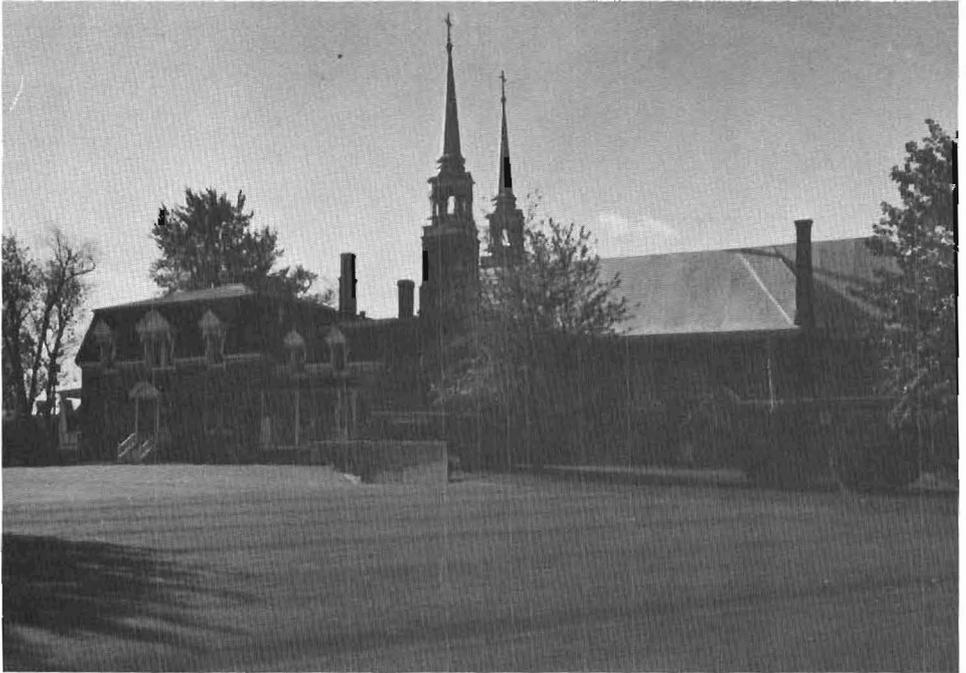
Le 15928 ouest, boul. Gouin. La résidence «Château Pierrefonds» érigée en 1902 par le notaire Joseph-Adolphe Chauret. En 1911, il voit à Pierrefonds en France le château féodal dont il s'inspirera (une gravure aidant) pour construire cette maison bourgeoise.



Le curé J.-B. Bourget et les marguilliers font construire en 1891 le presbytère actuel.

Une construction attenante au presbytère, mur nord-ouest, présente une pierre gravée du millésime 1772.

Cette pierre fut mise en place au début du siècle. Elle était autrefois accolée à l'église construite en 1751. Cette église, agrandie en 1772, fut démolie en 1848.



L'église et le presbytère se situent au 16037 et au 16075 ouest, boul. Gouin. Le presbytère date de 1891. L'église se construit au cours de 1844.



Le 16379-16385 ouest, boul. Gouin date des débuts de 1800.
Cette propriété s'inspire, par ses dimensions, des habitations nor-
mandes.
Comprise sur le territoire municipal de Sainte-Geneviève, on sait que
cette municipalité couvre quelques 1600 acres.



Le 16615 ouest, boul. Gouin. Maison construite au début du XIXe siècle. Le cadre champêtre où elle se trouve attire notre attention.



Le 16620 ouest, boul. Guin. Maison érigée au XVIIIe siècle. La majorité des maisons centenaires de la région sont bien entretenues. Leur présence donne un cachet au paysage.



Le 174, rue Beaulieu. La maison Montpellier dit Beaulieu construite vers 1850. Elle est classée monument historique.

L'inventaire des biens culturels de la Province de Québec note dans son dossier que: « Cette maison n'est pas unique dans la région . . . Il y a plusieurs petites maisons de pierres des champs ici et là sur le bord de la Rivière-des-Prairies. Des maisons semblables avec l'église donnent une idée du Sainte-Geneviève d'autrefois . . . »



Les habitations portant les numéros civiques 16959 et 16981 ouest, boul. Gouin ont été construites vers 1850. De hautes lucarnes d'esprit néo-gothiques caractérisent ces propriétés. Quant au 17013 ouest, boul. Gouin, (3e à gauche de la photo) il date des débuts du XIXe siècle. Cette maison a offert à certaines périodes les services d'un cordonnier, d'un photographe et d'un « forgeron » ou maréchal-ferrant.



Le 18395 ouest, boul. Gouin. Maison construite en 1839. Une pierre gravée agrémentée de dessins géométriques confirme la date de construction de cette propriété. Bel exemple des bâtiments du siècle dernier.



Le 18639 ouest, boul. Gouin. À une certaine époque, cette maison avait été enduite de noir de fumée (suie) et les joints teintés rouge. Le mortier n'était autre que de la chaux détrempeée avec du sable. La chaux s'obtenait en chauffant de la terre calcaire.



Le 18844 ouest, boul. Gouin. Selon M. Arthur Théorêt qui l'habite, cette maison servait originellement de remise à grain. Âgé de plus de 90 ans, M. Théorêt demeure l'un des témoins les plus appréciés de l'évolution de la région.



Le 19530 ouest, boul. Gouin. Secteur qui de temps immémorial s'identifie au nom de «Ptit Fort». Maison typique en pierre à haute toiture. On y perçoit encore de nos jours les traces des meurtrières à l'étage et dans la cave. Cette maison est inscrite au dossier de l'Inventaire des biens culturels de la Province de Québec.



Quelques maisons centenaires subsistent au Cap Saint-Jacques. Comme l'indique la pierre gravée au dessus de la porte, cette construction date de 1816. De plus la pierre du millésime s'agrémente d'un ostensor exécuté par l'entrepreneur maçon.



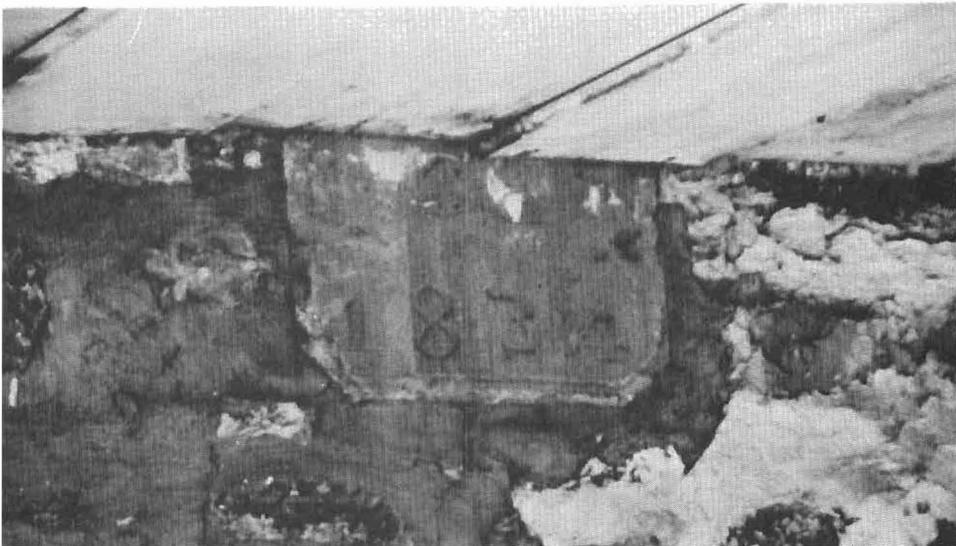
Le 163, chemin Cap Saint-Jacques. Cette maison date de 1849. Une succession de familles Brunet l'habitèrent.
Le rivière-des-Prairies prend son cours dans le voisinage.



Le 134, chemin Cap Saint-Jacques conserve une plaquette avec inscription: «1799, U.C.»

La disposition des cheminées placées en «chicane», sur chaque mur-pignon permettra de classer cette propriété monument historique, prétendument construite en 1750.

Une porte percée dans le mur pignon permettait jadis de hisser des charges au grenier tel que le grain.



Le 20752 ouest, boul. Gouin ou chemin appelé «Grand'Ligne». Maison construite en 1834 tel que l'indique une pierre gravée en plus du monogramme du maçon C. Brunet.
Sous une fenêtre extérieure apparaît le creuset d'une pierre lavabo.



Le 20286 ouest, boul. Gouin. De temps immémorial, les familles Lauzon se succèdent sur ces terres.

Le terrier des Seigneur note dès 1724 que des concessions sont accordées aux familles Lauzon.

Maison ancestrale de l'une de ces familles construite au début de 1800.



Le 21285 ouest, boul. Gouin construit en 1808. Une pierre gravée du nom d'Etienne Gagnon, maître-maçon, en indique la date. Cette maison est habitée depuis le début par la famille Pilon dont huit générations se sont succédées. Maison située à l'extrémité ouest du territoire originel de la paroisse près de l'Anse à l'Orme.



La maison Chauret située au 4398 boul. des Sources date de 1856. Récemment on s'appliquait à redonner à cette maison son charme d'antan, d'ailleurs fort bien réussi . . .



L'un des témoins les plus authentiques du passé, cette chaumière de la Montée des Sources subsiste malgré les développement domiciliaires qui l'entourent.
Cette boulangerie d'un autre âge appartient à la famille Meloche.